

CHRONIQUE

- La réforme de l'aménagement commercial : trois ans d'hésitation et d'incertitudes**2
Marie-Anne Renaux

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

- Faut-il renvoyer au Conseil constitutionnel la question de la constitutionnalité de l'article 53 de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques en ce qu'il édicte des incompatibilités pour les avocats à l'exercice des mandats électifs locaux ?**8
Conclusions Xavier de Lesquen
CE 20 décembre 2011, M. B.

• État

- La méconnaissance de la participation du public prévu par l'article L. 110-1 du code de l'environnement lors de la création d'une zone de développement de l'éolien justifie-t-elle son annulation ?**14
Conclusions Samuel Deliancourt
CAA Marseille 20 décembre 2011, Association Avenir d'Alet

• Compétences des collectivités locales

- Quel doit être le contenu des plans d'élimination des déchets ménagers ?**23
Conclusions Xavier de Lesquen
CE 30 décembre 2011, Ministre d'État, ministre de l'Écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire c/ Société Normande de nettoyage
CE 30 décembre 2011, Société Terra 95

• Police administrative

- La réglementation des horaires d'ouverture des marchés couverts doit-elle prendre en compte les pratiques religieuses ?**31
Conclusions Frédéric Aladjidi
CE 23 décembre 2011, M. H. et autres

• Fonction publique territoriale

- Comment rémunérer les périodes de « garde » des sapeurs-pompiers en cas de régime « d'équivalence horaire » ?**39
CE 19 octobre 2011, SDIS du Finistère

- Comment déterminer, en cas de cumul d'un emploi à temps complet et d'un ou plusieurs emplois à temps non complet, la durée totale du service ?**42

Conclusions Pierre Collin

CE 20 décembre 2011, FAFPT du Nord-Pas-de-Calais

• Organismes de coopération et de regroupement

- Le juge peut-il contrôler le bien-fondé du motif politique invoqué par une collectivité territoriale pour procéder, en cours de mandat, à une nouvelle désignation de ses représentants au sein d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ?**47
Conclusions Delphine Hedary
CE 23 décembre 2011, M. B.

• Collectivités à statut particulier

- La délibération par laquelle le conseil territorial de Saint-Barthélémy décide de présenter au gouvernement une demande officielle en vue de l'accession de la collectivité de Saint-Barthélémy au statut de pays et territoire d'outre-mer associé de l'Union européenne, est-elle susceptible de recours ?**51
Conclusions Olivier Gosselin
CAA Bordeaux 26 décembre 2011, M. Emmanuel J.

• Élections

- À quelles conditions la diffusion de tracts lors d'une campagne électorale constitue-t-elle une manœuvre de nature à altérer la sincérité d'un scrutin ?**54
Conclusions Jean-Michel Laso
TA Nice 15 décembre 2011, M. Patrick Quillier et autres c/ Élections municipales complémentaires d'Aiglun

• Contentieux des collectivités locales

- Quelle est l'intensité du contrôle opéré par le juge des référés ?**57
CE 3 octobre 2011, Syndicat mixte des transports en commun (SMTC) Tisseo

- Une atteinte à la sécurité des personnes permet-elle d'utiliser le référé liberté de préférence au référé mesures utiles ?**60

Conclusions Damien Botteghi Observations - Julien Martin
CE 16 novembre 2011, Ville de Paris et Société d'économie mixte Paris Seine

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

- Arrêté municipal relatif au déneigement**.....

CHRONIQUE

Financement des collectivités locales : Bâle III ou la fin du crédit facile. Gaëtan Huet.....86

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

La production d'une lettre circulaire suffit-elle à établir que la convocation a été effectivement adressée aux conseillers municipaux ?.....89

Conclusions Sylvie Vidal

CAA Paris 29 septembre 2011, Sarl Paris Pierre

• Actes des collectivités locales

De quels pouvoirs dispose le juge du déféré préfectoral face à l'irrégularité tirée de la conclusion d'un contrat, par l'organe délibérant sortant, en dehors de la gestion des affaires courantes ?.....94

Conclusions Bertrand Dacosta Observations - Julien Martin

CE 23 décembre 2011, Ministre de l'Intérieur c/ Syndicat

intercommunal de distribution d'eau du Nord (SIDEN)

CE 23 décembre 2011, Ministre de l'Intérieur c/ Syndicat

intercommunal d'assainissement du Nord (SIAN)

• Compétences des collectivités locales

Les collectivités territoriales ont-elles l'obligation de créer des itinéraires cyclables à l'occasion des réalisations ou des rénovations des voies urbaines ?.....106

Conclusions François Bodin Hullin - Observations François Guy

Trébulle

TA Lyon 13 décembre 2011, Jean-Pierre L.

• Domaines public et privé des collectivités locales

Dans le cadre d'une procédure d'acquisition d'un immeuble présumé sans maître, l'arrêté de constatation peut-il être contesté ?.....116

Conclusions Samuel Deliancourt

CAA Marseille 4 juillet 2011, Commune de Sournia

• Services public locaux

Dans quelles conditions une entreprise délégataire de service public pouvait-elle déduire la TVA sur ses dépenses de réalisation d'immobilisations ?.....122

Conclusions Vincent Daumas

CE 23 décembre 2011, Keolis Cherbourg

• Fonction publique territoriale

L'admission à la retraite fait-elle obstacle à l'exécution d'une décision juridictionnelle emportant réintégration effective dans un emploi ou dans un emploi équivalent ?.....128

Conclusions Bertrand Dacosta

CE 23 décembre 2011, CCI de Nîmes-Bagnols-Uzes-Le Vigan

• Finances publiques locales

La décision de versement de sommes au titre du FCTVA constitue-t-elle une décision créatrice de droits ?.....133

Conclusions Vincent Daumas

CE 23 décembre 2011, Ministre de l'Intérieur c/ Communauté

d'agglomération du pays de Montbéliard

• Organismes de coopération et de regroupement

L'article L. 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales est-il conforme à la Constitution ?.....138

Conclusions Vincent Daumas

CE 20 décembre 2011, Syndicat Intercommunal des Eaux

des Corniches et du Littoral (SIECL)

• Élections

En cas de fusion de communes, quel est le sort des adjoints des communes fusionnées ?.....142

Conclusions Pierre Collin

CE 23 décembre 2011, Élections des adjoints au maire de la commune

de Dunkerque

Quelle procédure doit être respectée pour la désignation des délégués d'une commune à une communauté urbaine ?.....146

Conclusions Pierre Collin

CE 23 décembre 2011, Élections des délégués de la commune

de Dunkerque à la communauté urbaine de Dunkerque

• Contentieux des collectivités locales

L'État peut-il être recherché en responsabilité par le nouvel exploitant d'une installation classée pour avoir tardé à utiliser ses pouvoirs à l'égard du précédent exploitant ?.....150

Conclusions Clémence Barry

TA Rouen 22 décembre 2011, Syndicat mixte de traitement et

de valorisation des déchets du Pays de Caux

Comment le juge des référés, saisi d'une demande d'expulsion du domaine public, doit-il apprécier la condition d'urgence ?.....154

Conclusions Nathalie Escaut

CE 1er février 2012, M. P.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Délibération du Conseil municipal portant sur l'incorporation d'un bien sans maître dans le domaine communal.....

CHRONIQUES

Le recours aux comités consultatifs municipaux.....170

Bertrand Pauvert

La restitution des têtes maories à la Nouvelle-Zélande: retour sur le débat relatif au statut des collections des musées de France.....172

Claire Bosseboeuf

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

Le contrat par lequel une communauté de communes prend en charge le service public de la distribution d'eau d'une commune au sein d'une entente intercommunale est-il une délégation de service public ?.....177

Conclusions Bertrand Dacosta - Observations Julien Martin

CE 3 février 2012, Commune de Veyrier-du-Lac et Communauté d'agglomération d'Annecy

• État

Le régime juridique issu de la loi du 17 janvier 2001 s'applique-t-il aux découvertes archéologiques effectuées antérieurement à son entrée en vigueur ?.....187

Conclusions Mattias Guyomar

CE 14 octobre 2011, M. C.

La mise sous séquestre des biens entraîne-t-elle le transfert de la propriété des biens concernés à l'État ?.....191

Conclusions Mattias Guyomar

TC 12 décembre 2011, M. Libis c/ SNCF

Quelle est la nature juridique de la charte d'un parc naturel régional ?.....195

Conclusions Cyril Roger-Lacan

CE (S. du contentieux) 8 février 2012, Union des Industries

de Carrières et Matériaux de Construction (UNICEM) de Rhône-Alpes

• Fonction publique territoriale

Le maire peut-il informer une stagiaire en cours de stage qu'il n'envisage pas de la titulariser à son issue ?.....208

Conclusions Cyril Roger-Lacan

CE 1er février 2012, Commune d'Incarville

• Finances publiques locales

Quelle est l'étendue du contrôle de la validité de la créance que le comptable public doit, sous peine d'engager sa responsabilité personnelle et pécuniaire, exercer en matière de production des justifications ?.....213

Conclusions Xavier de Lesquen - Observations Louis Renouard et Jean-Luc Girardi

CE (S. du contentieux) 8 février 2012, Ministre du Budget (CCAS de Polaincourt)

Quelle est l'étendue du contrôle de la validité de la créance que le comptable public doit, sous peine d'engager sa responsabilité personnelle et pécuniaire, exercer en matière de production des justifications ?.....213

Conclusions Xavier de Lesquen - Observations Louis Renouard et Jean-Luc Girardi

CE (S. du contentieux) 20 janvier 2012, Ministre du Budget (Port autonome de Bordeaux)

• Organismes de coopération et de regroupement

Lorsque le nombre de délégués d'une commune dans une communauté est modifié doit-elle renouveler tous ses délégués ?.....235

Conclusions Cyril Roger-Lacan

CE 9 décembre 2011, Mme Frédérique C.

• Contentieux des collectivités locales

Une action en restitution à la suite de l'annulation d'un contrat de vente relève-t-elle de la même cause juridique qu'une action en responsabilité quasi délictuelle ?.....239

Conclusions Bertrand Dacosta

CE 23 décembre 2011, M. de M. et autres

Quel est le juge compétent pour connaître d'une action en responsabilité tendant à la réparation des dommages causés par des hélicoptères ?.....243

Observations Laetitia Janicot

Cass. civ. 23 février 2012, Cousin

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention type communale de coordination de la police municipale et des forces de sécurité de l'État.....

CHRONIQUES : DOSSIER SPÉCIAL 30 ANS DE DÉCENTRALISATION

Les évolutions de la fonction publique territoriale depuis les premières lois de décentralisation259

Emmanuel Aubin

Trente ans après ou à la recherche de l'autonomie financière des collectivités territoriales266

Xavier Cabannes

L'intercommunalité fille de la décentralisation271

Michel Degoffe

Trente ans de répartition et de redistribution des compétences entre l'État et les collectivités territoriales275

Jean-Marie Pontier

Les évolutions des chambres régionales et territoriales des comptes depuis la loi du 2 mars 1982286

Éric Thévenon

Trente ans de décentralisation outre-mer : un paysage entièrement renouvelé292

Jean-Philippe Thiellay

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

La clause d'un contrat d'assurance prévoyant la cessation du paiement des prestations à compter de la résiliation du contrat pour un risque réalisé antérieurement est-elle licite ?296

Conclusions Marc Dursapt

TA Lyon 8 février 2012, Maison de retraite Accueil Amitié

• État

La désignation d'une zone de protection spéciale « Natura 2000 » est-elle contraire à la charte de l'environnement ? ..300

Conclusions Samuel Deliancourt

CAA Marseille 28 mars 2011, Syndicat des exploitants agricoles
du pays d'Arles

La loi du 12 avril 2000 est-elle applicable aux décisions de suspension d'une installation classée ?310

Conclusions Xavier de Lesquen

CE 13 février 2012, Société Terreaux Service Varonne

• Domaines public et privé des collectivités locales

Un mur, nécessaire à la sécurité de la circulation, appartient-il au domaine public ?315

Conclusions Nicolas Boulouis

CE 23 janvier 2012, Département des Alpes-Maritimes

• Fonction publique territoriale

Comment doit être calculée l'indemnité de licenciement d'un agent public contractuel ?320

Conclusions Damien Botteghi Observations - Laetitia Janicot

CE 30 janvier 2012, Cousin

• Contentieux des collectivités locales

Un mémoire versé au contradictoire après clôture de l'instruction doit-il être regardé comme l'ayant ouverte ?328

Conclusions Cyril Roger Lacan

CE 7 décembre 2011, Département de la Haute-Garonne c/Mme Surry

Le juge du référé « mesures utiles » doit-il fixer un délai pour répondre à un mémoire en réplique s'il statue sans audience ?332

Conclusions Sophie-Justine Lieber

CE 15 février 2012, SNCF RFF

CHRONIQUE

Reversement des subventions FEDER par les collectivités locales: de la croix de procession à la procession de croix !338
François Bérroujon

JURISPRUDENCE

• État

Qui sont les ministres intéressés, au sens de l'article R. 752-51 du code de commerce ?343
Conclusions Rémi Keller
CE 13 février 2012, Société SODICA Carrières

• Compétences des collectivités locales

Quelle est la portée du principe de précaution en matière d'urbanisme ?348
Conclusions Damien Botteghi - Observations Élise Carpentier
CE 30 janvier 2012, Société Orange France

L'article L. 144-1 du code forestier, relatif notamment aux coupes de bois des communes, est-il conforme à la Constitution ?362
Conclusions Vincent Daumas
CE 1er février 2012, Commune des Angles

Un conseil municipal peut-il supprimer le nom d'un lieu-dit ?367
Conclusions Vincent Daumas
CE 26 mars 2012, Commune de Vergèze

• Domaines public et privé des collectivités locales

Une voie privée peut-elle être réputée affectée à l'usage du public si les propriétaires n'ont pas consenti à son ouverture à la circulation publique même tacitement ?372
Conclusions Jean-Michel Laso
TA Nice 10 avril 2012, M. et Mme Gérard Baroni, Mme Micheline C.

Un immeuble affecté à une gendarmerie et au logement de ses gendarmes appartient-il au domaine public ?376
Conclusions Nathalie Escaut
CE 7 mai 2012, SCP Mercadier et Krantz

• Fonction publique territoriale

Quelles sont les modalités de remboursement à la collectivité d'origine, par une collectivité d'accueil, des frais de formation d'un agent muté moins de trois ans après sa titularisation ?381
Conclusions Édouard Geffray
CE 9 mars 2012, Commune de Mionnay

Quelles sont les modalités d'application aux agents des collectivités territoriales travaillant à temps partiel des avantages collectivement acquis au sens de l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984 ?385
Conclusions Nathalie Escaut
CE 7 mai 2012, Commune de Lapalud

• Finances publiques locales

Dans quelles conditions une régie de service public est-elle exonérée d'impôt sur les sociétés ?390
Conclusions Vincent Daumas
CE 7 mars 2012, Commune de Saint-Cyprien

• Contentieux des collectivités locales

Un tribunal administratif saisi d'une demande d'autorisation de plaider doit-il se prononcer en formation collégiale ?395
Conclusions Maud Vialettes
CE 23 mars 2012, M. B.

Un protocole transactionnel peut-il, sans méconnaître des règles d'ordre public, prévoir, en cas de résiliation anticipée, une clause d'indemnisation des biens de retour supérieure à la valeur non amortie des biens nécessaires à l'exploitation du service ?400
Conclusions Hadi Habchi

TA Grenoble 27 mars 2012, SIVU domaine skiable Les Houches – Saint-Gervais, préfet de la Haute-Savoie

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Arrêté portant interdiction de baignade

CHRONIQUE

L'édit de Sully du 16 décembre 1607 est constitutionnalisé. La procédure d'alignement est rendue conventionnelle.....418

Seydou Traoré

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Une commune doit-elle réserver aux élus locaux de l'opposition un espace dans tous les bulletins d'information générale qu'elle diffuse ?.....426

Conclusions Hugues Marias

TA Cergy-Pontoise 12 octobre 2011, Mme Marie-Dominique A.

Un conseil municipal peut-il organiser une consultation locale ayant pour objet de savoir si la population consultée souhaite que le conseil municipal donne son accord à un arrêté préfectoral intégrant la commune au sein d'un EPCI ?.....429

Conclusions Fabrice Rosay

TA Caen 20 mars 2012, Préfet du Calvados

•  tat

Le préfet peut-il légalement autoriser l'implantation d'éoliennes en zone de montagne et à proximité immédiate d'une route départementale ?.....434

Conclusions Samuel Deliancourt

CAA Marseille 30 mai 2011, Société  nergie Renouvelable du Languedoc (ERL) et ministre des Transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer

Une installation de stockage des déchets inertes est-elle soumise aux dispositions d'un PLU ?.....446

Conclusions Samuel Deliancourt

CAA Marseille 13 mars 2012, SARL Société de Valorisation des Matériaux Inertes (SOVAMI)

• Fonction publique territoriale

Dans quelles conditions l'administration a-t-elle la possibilité d'octroyer aux fonctionnaires un avantage non prévu par les textes ?.....454

Conclusions Damien Botteghi

CE 18 novembre 2011, Garde des Sceaux c/ M. R.

La différence de traitement entre directeurs généraux adjoints des départements et des régions est-elle illégale ?.....458

Conclusions Jean-Philippe Thiellay

CE 12 mars 2012, M. d'E.

•  lections

Quelle est la nature de la contestation de la désignation du remplaçant d'un conseiller général ayant cessé ses fonctions ?.....462

Conclusions Claire Landais

CE 4 avril 2012, Nicolas S. et Jean-Luc C.

Comment appliquer l'article L. 118-3 du code électoral dans sa rédaction issue de la loi du 14 avril 2011 ?.....465

Conclusions Xavier de Lesquen

CE 11 avril 2012, M. H.

• Contentieux des collectivités locales

Le juge peut-il recourir à une expertise pour déterminer si une créance est certaine, liquide et exigible ?.....471

Conclusions Nicolas Boulouis

CE 9 mai 2012, Commune de Fleury-d'Aude

La responsabilité décennale peut-elle être engagée du fait des nuisances sonores engendrées par la mauvaise conception d'un ouvrage public ?.....475

Conclusions Nicolas Boulouis

CE 9 mai 2012, Commune de Prouvy

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Procès-verbal d'infraction au permis de construire et aux dispositions du code de l'urbanisme.....

CHRONIQUE

La conformité à la Constitution de la soumission des forêts des collectivités territoriales au régime forestier490
Samuel Deliancourt

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

Peut-on accorder des subventions à des congrégations religieuses pour l'amélioration du chauffage de leurs bâtiments sans violer la loi de 1905 ?498
Conclusions Pierre Bentolila

CAA Bordeaux 6 mars 2012, Communauté des bénédictines de l'abbaye de Saint-Scholastique et Communauté des bénédictins de l'abbaye de Saint-Benoît d'En Calcat c/ ADEME et Région Midi-Pyrénées

L'avocat d'une collectivité locale peut-il prendre une décision de rejet d'un recours gracieux au nom de celle-ci ?498
Conclusions Bertrand Dacosta

CAA Bordeaux 6 mars 2012, Association du centre d'études de Chanteloube

La décision refusant à un avocat l'aide financière au titre de la réforme de la carte judiciaire et de la suppression du Tribunal de grande instance de rattachement doit-elle être motivée ?511
Conclusions Philippe Chacot

CE 9 mai 2012, Syndicat départemental des ordures ménagères de l'Aude

• État

Le juge doit-il contrôler l'intérêt général justifiant la préemption ?519
Conclusions Claire Landais
TA Clermont-Ferrand 5 juin 2012, Me Éric K.

• Compétences des collectivités locales

À partir de quel moment le conseil municipal peut-il être convoqué en vue d'élire un nouvel adjoint au maire en remplacement d'un élu démissionnaire ?524
Conclusions Damien Botteghi
CE 6 juin 2012, Société RD Machines outils c/ Communauté de communes du Genevois

• Élections

Le juge est-il systématiquement tenu de demander à la commune requérante de produire l'habilitation à ester en justice de son maire ?531
Conclusions Vincent Daumas
CE 4 juin 2012, Élections à La Garenne-Colombes

• Contentieux des collectivités locales

La ville de Paris a-t-elle correctement exécuté le jugement lui enjoignant à la demande d'associations d'handicapés visuels de modifier des grilles d'arbres afin que celles-ci soient mises en conformité avec les normes en vigueur ? 535
CE 7 mars 2012, M. N.

Une commune peut-elle mettre en jeu la responsabilité de l'État du fait du refus de l'administration fiscale de déterminer la valeur locative d'immeubles par comparaison avec des locaux-types situés en dehors de son territoire ?542
Observations Xavier Cabannes
CAA Paris 12 avril 2012, Union nationale des moins valides c/ Ville de Paris

Doit-on, à peine d'irrégularité, justifier d'un mandat pour s'exprimer oralement devant le juge des référés ?544
Conclusions Damien Botteghi
CE 24 avril 2012, Commune de Valdoie

La responsabilité décennale peut-elle être engagée du fait des nuisances sonores engendrées par la mauvaise conception d'un ouvrage public ?548
Conclusions Nicolas Boulouis
CE 4 juin 2012, La Poste

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Contrat-type d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour des travaux de restauration.....

CHRONIQUE

La sécurité privée sur la voie publique: entre classicisme et pragmatisme.....566
Xavier Latour - Pierre Moreau

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

Une indemnité de non-renouvellement d'une convention avec un SDIS encourt-elle l'annulation au motif qu'elle serait manifestement disproportionnée ?.....570
Conclusions Bertrand Dacosta
CE 22 juin 2012, CCI de Montpellier

• État

Quelles sont les conséquences de l'expiration du délai de quatre mois imparti pour statuer à la CNAC saisie sur recours préalable obligatoire d'un tiers contre une décision de la CDAC autorisant un projet d'exploitation commerciale ?.....575
Conclusions Gaëlle Dumortier
CE 4 juillet 2012, Association de défense des consommateurs du centre-ville de Reims
CE 4 juillet 2012, Commission nationale d'aménagement commercial
CE 4 juillet 2012, Société Bridécar et autres

• Police administrative

Un maire peut-il interdire la circulation de tout véhicule équipé de hauts parleurs ou de porte-voix aux fins de propagande électorale ?.....586
CE (référé) 11 juin 2012, Commune de l'Étang-Salé

• Domaines public et privé des collectivités locales

La seule ouverture au public d'un massif boisé induit-elle une affectation à l'usage direct du public ?.....588
Conclusions Samuel Deliancourt
CAA Marseille 10 avril 2012, SAS TDF

Un commerçant peut-il se voir assujéti au paiement d'une redevance du fait de l'occupation momentanée du domaine public par ses clients en situation d'attente ?.....595
CAA Marseille 26 juin 2012, M. Chiappinelli, Société ABC La Brioche Chaude et Société Aux délices d'Ana's & Mme Lagrange

• Fonction publique territoriale

Un agent qui refuse la régularisation de son contrat peut-il être licencié ?.....599
Conclusions Sophie-Justine Lieber - Obs. Laetitia Janicot
CE 15 juin 2012, EPLEA de Lavour

• Finances publiques locales

Comment apprécier le caractère lucratif d'un service public pour la soumission de la régie d'une collectivité à l'impôt sur les sociétés ?.....606
Conclusions Vincent Daumas
CE 20 juin 2012, Commune de La Ciotat et Communauté urbaine de Marseille-Provence-Métropole

• Contentieux des collectivités locales

Une section de commune peut-elle voir sa responsabilité engagée ?.....611
Conclusions Vincent Daumas
CE 30 mai 2012, M. Pierre A.

Quel est le juge compétent pour statuer sur un litige concernant la fixation du montant des cotisations à une association communale de chasse agréée ?.....617
Conclusions Didier Boccon-Gibod

TC (Conflit sur renvoi du tribunal administratif de Grenoble) 9 juillet 2012, M. Avocat-Maulaz et autres c/ Association communale de chasse agréée d'Abondance

La décision par laquelle le juge refuse d'opérer une conciliation est-elle susceptible de recours ?.....621
Conclusions Nicolas Boulouis
CE 1er août 2012, SNCF

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Arrêté portant interruption de travaux.....

CHRONIQUE

Revenu de solidarité active: retour sur trois années de mise en œuvre. Benoît Fleury638

JURISPRUDENCE

• Actes des collectivités locales

Un département peut-il refuser de communiquer des archives en vue d'une commercialisation par une société ?646

Conclusions Cathy Schmerber

CAA Lyon 4 juillet 2012, Département du Cantal c/ SA Notrefamille.com

• Compétences des collectivités locales

Qu'entend-on par impossibilité de réaliser la mise en accessibilité des réseaux de transports existants ?653

Conclusions Béatrice Bourgeois-Machureau - Observations Stéphane Manson

CE 22 juin 2012, Communauté d'agglomération du Pays Voironnais

La loi du 3 juin 2010 est-elle inconstitutionnelle en ce qu'elle n'a pas prévu les modalités financières du transfert au STIF de la propriété des matériels acquis par la Société du Grand Paris ?661

Conclusions Bertrand Dacosta

CE 13 juillet 2012, Syndicat des transports d'Ile-de-France

Les subventions aux services de transport en commun de voyageurs exploités par des entreprises privées ou en régie allouées par la région Ile-de-France sont-elles conformes au droit communautaire ?665

Conclusions Vincent Daumas - Observations Anémone Cartier-Bresson

CE 23 juillet 2012, Région Ile-de-France

• Fonction publique territoriale

Lorsqu'une activité, assurée par une personne privée, est transférée à un service public administratif, ce dernier doit-il reprendre l'ancienneté des salariés ?672

Conclusions Nathalie Escaut

CE 27 juin 2012, Mme C. épouse P.

• Organismes de coopération et de regroupement

Une commune peut-elle revenir sur l'avis qu'elle a donné quant au retrait d'une autre commune membre de l'EPCI ?678

Conclusions Vincent Daumas

CE 23 juillet 2012, M. Thierry L.

• Collectivités à statut particulier

Dans quelles conditions le département de Mayotte a-t-il complètement basculé dans le régime de l'identité législative ?683

Conclusions Suzanne Von Coester

CE 5 juillet 2012, Mme B.

L'institution de zones de restructuration de l'habitat spontané (ZRHS) est-elle du ressort de la province sud, de la Nouvelle-Calédonie ou des communes ?688

Conclusions Édouard Crépey

CE Avis 27 juillet 2012, M. Philippe M.

• Élections

Les dispositions de l'article L. 118-3 du code électoral ont-elles le caractère d'une loi plus douce immédiatement applicable ?692

Conclusions Frédéric Aladjidi

CE 23 juillet 2012, M. B.

• Contentieux des collectivités locales

Des déclarations publiques d'un ancien collaborateur du maire suffisent-elles à faire naître un soupçon d'infraction délictuelle ?698

Conclusions Claire Landais

CE 4 juillet 2012, La Poste, Commune de Menton

Quel est le contrôle juridictionnel porté sur l'institution et les périmètres d'un captage d'eau potable ?702

Conclusions Samuel Deliancourt

CAA Marseille 26 juin 2012, MM. S. et G.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle d'arrêté portant attribution de la prime de fonctions et de résultats (PFR). Part liée aux résultats..

CHRONIQUE

Emprunts toxiques et dépenses obligatoires718
Gaëtan Huet

JURISPRUDENCE

• Compétences des collectivités locales

Une subvention communale pour la réalisation de locaux d'enseignement à un centre universitaire catholique viole-t-elle la loi de 1905 ?721
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
CE 20 juin 2012, Commune de Dijon

• Police administrative

Un maire peut-il interdire la culture de plantes génétiquement modifiées ?726
Conclusions Fabienne Lambolez
CE 24 septembre 2012, Commune de Valence

• Fonction publique territoriale

L'article 6 § 1 de la Convention européenne des droits de l'homme induit-il un contrôle entier sur les sanctions infligées à un fonctionnaire ?736
Conclusions Samuel Deliancourt
CAA Marseille 17 juillet 2012, M. D.

Une affection est-elle présumée imputable au service du fait de son inscription au tableau des maladies professionnelles ?750
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher
CE 23 juillet 2012, Ministre du Budget c/ Mme Evelyne L.

• Finances publiques locales

La location de logements de vacances au sein d'un gîte rural est-elle une forme de mise à disposition au profit de tiers, au sens des dispositions de l'article L. 1615-7 du code général des collectivités territoriales excluant le bénéfice du FCTVA ?754
Conclusions Cathy Schmerber
CAA 25 septembre 2012, Commune de Villard-Reculas

• Élections

Quel est le champ d'application de l'article L. 118-2 du code électoral ?758

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 23 juillet 2012, M. Régis C.

En cas de différence entre les signatures apposées au premier tour et au second tour le suffrage peut-il être validé si celle du second tour est identique à celle figurant sur la carte d'identité de l'électeur ?764

Conclusions Fabienne Lambolez

CE 24 septembre 2012, M. P. (élections cantonales d'Argenteuil Ouest)

• Contentieux des collectivités locales

Une commune peut-elle mettre en jeu la responsabilité de l'État en raison de ses agissements ?769

Conclusions Sébastien Degommier

CAA Nantes 7 juin 2012, Commune de Cherbourg-Octeville c/ Ministre du Budget

Le juge administratif est-il compétent pour connaître de l'acte par lequel une commune réduit unilatéralement le taux d'emprunt d'un contrat de prêt de droit privé ? ..777

Conclusions Cathy Schmerber Observations - Julien Martin

CAA Lyon 25 septembre 2012, Ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration c/ Commune d'Unieux

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Arrêté municipal de mise en position de disponibilité pour création ou reprise d'une entreprise d'un agent titulaire ...

CHRONIQUE

Les partenariats institutionnalisés des collectivités798
Yves René Guillou - Caroline Gérard

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Chaque tendance du conseil municipal doit-elle disposer d'au moins un représentant dans chacune des commissions créées en son sein ?804

Conclusions Vincent Daumas

CE 26 septembre 2012, Commune de Martigues

• Compétences des collectivités locales

La légalité d'un permis de construire dépend-elle de circonstances postérieures ?810

Conclusions Xavier de Lesquen - Observations Jérôme Tremeau

CE 13 juillet 2012, Mme Anne-Marie E.

Dans quelle mesure les terrains acquis antérieurement à la réalisation d'un projet d'utilité publique doivent-ils être pris en compte dans l'évaluation sommaire des dépenses ?815

Conclusions Suzanne von Coester

CE 19 octobre 2012, Commune de Levallois

• Domaines public et privé des collectivités locales

Le critère de l'aménagement indispensable à l'exercice d'une activité de service public est-il applicable à des dépendances incorporées dans le domaine public avant l'entrée en vigueur du code général de la propriété des personnes publiques ?819

Conclusions Bertrand Dacosta - Observations Julien Martin

CE 3 octobre 2012, Commune de Port-Vendres

Le conseil municipal est-il compétent pour instituer une redevance due pour les chantiers provisoires installés sur le domaine public routier alors que le décret prévu pour fixer les modalités d'encadrement de ce tarif n'a pas été édicté ?826

Conclusions Samuel Deliancourt - Samuel Deliancourt

CAA Marseille 4 décembre 2012, Commune de Montpellier c/ GRDF

• Fonction publique territoriale

Peut-on opérer une retenue sur la rémunération d'un fonctionnaire territorial pour avoir passé des conversations personnelles pendant son temps de travail ?836

Conclusions Rémi Keller

CE 19 octobre 2012, Commune de Molsheim

• Finances publiques locales

La question de la conformité aux droits et libertés garantis par la Constitution des premier et quatrième alinéas de l'article 60-XI de la loi de finances n° 63-156 du 23 février 1963 doit-elle être transmise au Conseil constitutionnel ?839

Conclusions Suzanne von Coester - Obs. Jean-Luc Girardi

CE 8 octobre 2012, Fondation des œuvres sociales de l'air

• Contentieux des collectivités locales

Une collectivité publique, qui n'a pas eu recours au ministère d'avocat, peut-elle présenter une demande au titre des frais du litige en se bornant à faire état d'un surcroît de travail pour ses services et sans se prévaloir de frais spécifiques exposés par elle ?844

Conclusions Bertrand Dacosta

CE 3 octobre 2012, Ministre de la Défense

Quelles sont les conséquences de l'intervention d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme sur l'exécution d'une décision passée en force de chose jugée ?847

Conclusions Suzanne von Coester Observations - Jean-Luc Girardi

CE S. 4 octobre 2012, M. B

À quelles conditions un maire peut-il être coupable du délit de concussion ?859

Cass. crim. 10 octobre 2012, M. Jean P, M. Jean T.

Quelles sont les étapes du contrôle de l'utilité publique d'une expropriation ?865

Conclusions Suzanne von Coester

CE 19 octobre 2012, Commune de Levallois

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de délibération pour l'inscription d'un chemin au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée.....